

## 11. DÉPENSES PUBLIQUES

### Ventilation des dépenses des administrations publiques par opération économique

Un autre critère pouvant être utilisé pour ventiler les dépenses des administrations publiques est l'opération économique : par exemple la rémunération des salariés, les subventions, les transferts en espèces tels que les prestations sociales ou les allocations chômage, et la consommation intermédiaire (c'est-à-dire la fourniture de biens ou de services par le secteur privé en vue de leur utilisation par le secteur public). Ce mode de classification diffère de la ventilation par fonction, qui regroupe les dépenses par thèmes (santé, éducation, défense, etc.) correspondant à des catégories plus générales des fonctions de production de l'administration publique. Considérés conjointement, ces deux modes de ventilation permettent d'appréhender de façon plus globale les profils de dépenses des administrations publiques et leur impact sur l'économie.

De manière générale, le premier poste de dépenses publiques est celui des prestations sociales. En 2021, ce poste représentait en moyenne 41.5 % des dépenses dans la zone OCDE, en hausse de 0.9 point de pourcentage par rapport à 2019. La même année, c'est en Allemagne et au Japon que le pourcentage des dépenses consacrées aux prestations sociales a été le plus élevé (respectivement 51.0 % et 50.1 %). En 2022, les pays pour lesquels des données étaient disponibles qui ont enregistré le plus fort pourcentage de dépenses en matière de prestations sociales étaient l'Allemagne (50.7 %), la Belgique (48.0 %) et les Pays-Bas (46.3 %). Dans certains pays, ce poste de dépenses a subi d'importantes variations entre 2019 et 2021. S'il a considérablement augmenté aux États-Unis (+5.8 p.p.), ses plus fortes baisses au cours de la même période ont été observées en Grèce (-5.7 p.p.), au Japon (-4.6 p.p.), en Italie (-3.2 p.p.), aux Pays-Bas (-3.1 p.p.) et en Allemagne (-3.1 p.p.) (tableau 11.11).

Le deuxième poste de dépenses publiques le plus important est la rémunération des salariés, qui représentait en moyenne 20.1 % du total des dépenses dans l'ensemble des pays de l'OCDE en 2021, soit un recul de 2.3 p.p. depuis 2019. En 2022, c'est en Islande et au Danemark que ce poste était le plus élevé (respectivement 31.7 % et 30.3 %). Il a également atteint des niveaux non négligeables au Costa Rica (30.0 %) et au Mexique (29.7 %) en 2021, qui est l'année pour laquelle des données sont disponibles pour ces pays. Entre 2019 et 2021, 37 des 38 pays de l'OCDE ont réduit la part de leurs dépenses publiques affectée à la rémunération des salariés. La plus forte baisse a eu lieu au Chili (-8.7 p.p.) et au Costa Rica (-8.6 p.p.). Le Luxembourg est le seul pays où la progression a été légèrement positive (+0.2 p.p.).

Le poste de dépenses publiques ayant connu la plus forte augmentation est celui des subventions : avec une progression de 2.3 p.p. entre 2019 et 2021, les subventions représentent en moyenne 4.6 % du total des dépenses publiques de la zone OCDE. Cette situation est sans doute due en partie aux effets de la pandémie de COVID-19, qui a donné lieu à une augmentation du versement de subventions aux entreprises

dans de nombreux pays. Les dépenses en capital (0.1 p.p.) et autres dépenses courantes (0.6 p.p.) ont également légèrement progressé au cours de la même période (tableau 11.11).

#### Méthodologie et définitions

Les données relatives aux dépenses publiques sont tirées de la base de données des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux, qui sont établies conformément au *Système de comptabilité nationale* (SCN). Ce dernier constitue un ensemble de concepts, définitions, nomenclatures et règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre du SCN 2008 a été mis en œuvre par tous les pays de l'OCDE (voir l'annexe C). Les dépenses englobent les opérations économiques suivantes : la consommation intermédiaire (c'est-à-dire les biens et les services qui sont utilisés dans le cadre d'un processus de production au sein du territoire économique et pendant la période comptable), la rémunération des salariés, les subventions, les revenus de la propriété (dont les paiements d'intérêts), les prestations sociales (en l'occurrence, les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature et les transferts sociaux en nature fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands), les autres dépenses courantes (essentiellement les transferts courants, mais aussi d'autres dépenses mineures telles que les autres impôts sur la production, les impôts courants sur le revenu et le patrimoine, etc. et l'ajustement pour variation des droits à pension) et les dépenses en capital (transferts en capital et investissements). Toutes ces opérations sont comptabilisées sur une base consolidée à l'échelle de l'ensemble des administrations publiques (c'est-à-dire qu'on procède à une compensation des opérations intervenant entre les différents niveaux d'administration).

#### Pour en savoir plus

OCDE (2017), *Panoplie OCDE des instruments de la transparence budgétaire : Mesures pratiques en faveur de l'ouverture, de l'intégrité et de la responsabilité dans la gestion financière publique*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264293335-fr>.

#### Notes relatives aux graphiques

Les données sur le Chili et Türkiye ne sont pas prises en compte dans la moyenne de la zone OCDE. Les données sur Türkiye, le Brésil et l'Indonésie portent sur 2020, et non 2021.

## Ventilation des dépenses des administrations publiques par opération économique

## 11.11. Ventilation des dépenses des administrations publiques par opération économique, 2021 et 2022 et évolution entre 2019 et 2021

en % des dépenses totales	Consommation intermédiaire			Rémunération des salariés			Subventions			Revenus de la propriété (dont les paiements d'intérêts)			Prestations sociales			Autres dépenses courantes			Dépenses en capital		
	2021	2022	Évol. 2019-21 (en p.p.)	2021	2022	Évol. 2019-21 (en p.p.)	2021	2022	Évol. 2019-21 (en p.p.)	2021	2022	Évol. 2019-21 (en p.p.)	2021	2022	Évol. 2019-21 (en p.p.)	2021	2022	Évol. 2019-21 (en p.p.)	2021	2022	Évol. 2019-21 (en p.p.)
	Allemagne	12.3	12.3	0.3	15.9	16.0	-1.5	6.0	3.8	4.2	1.1	1.4	-0.6	51.0	50.7	-3.1	4.9	5.9	0.1	8.7	10.0
Australie	20.9	..	0.9	22.2	..	-0.1	5.7	..	-3.6	3.3	..	0.6	31.6	..	1.2	4.8	..	0.6	11.5	..	0.4
Autriche	13.3	13.7	0.5	19.7	19.6	-2.0	8.3	4.6	5.2	2.0	1.8	-0.9	42.8	42.7	-2.3	6.3	8.1	-0.3	7.6	9.4	-0.2
Belgique	7.7	8.1	-0.2	22.5	23.2	-1.1	7.8	6.9	0.6	3.0	2.8	-0.8	47.4	48.0	0.2	4.7	4.4	0.9	6.9	6.6	0.4
Canada	16.5	17.6	-0.9	27.5	29.1	-2.5	6.5	3.4	3.8	5.7	6.5	-1.4	31.4	29.2	1.9	3.6	4.0	0.1	8.8	10.3	-1.0
Chili	..	..	..	27.1	..	-8.7	1.3	..	-0.7	2.6	..	-0.8	..	..	..	..	..	..	6.4	..	-2.3
Colombie	11.1	..	-1.8	15.5	..	-1.4	0.3	..	0.2	7.6	..	1.1	27.0	..	-1.1	31.7	..	5.4	6.8	..	-2.4
Corée	10.4	..	-0.6	18.4	..	-1.9	2.0	..	0.1	2.9	..	-0.5	32.1	..	-0.5	16.8	..	5.6	17.4	..	-2.2
Costa Rica	7.9	..	-2.7	30.0	..	-8.6	0.0	..	0.0	11.2	..	-0.5	13.8	..	-0.7	29.7	..	14.6	7.5	..	-2.0
Danemark	17.8	17.6	0.5	29.3	30.3	-1.0	5.0	3.1	1.7	1.1	1.6	-0.4	33.1	33.2	-1.5	6.6	6.3	0.3	7.1	7.8	0.5
Espagne	11.7	12.3	-0.6	24.2	24.3	-1.4	3.0	4.2	0.7	4.3	5.0	-1.1	43.1	42.1	-0.5	4.0	3.9	0.2	9.8	8.3	2.7
Estonie	15.0	16.3	-1.7	26.4	26.3	-1.4	2.4	1.9	1.1	0.1	0.2	0.0	35.9	35.1	-0.3	5.6	4.6	1.0	14.8	15.6	1.3
États-Unis	14.7	..	-2.1	20.2	..	-3.9	4.6	..	3.7	8.1	..	-2.5	43.7	..	5.8	0.6	..	0.0	8.1	..	-1.0
Finlande	20.7	21.5	0.6	22.9	23.1	-0.5	2.8	2.1	0.8	0.9	1.0	-0.7	39.2	39.0	-0.5	5.1	4.9	0.4	8.4	8.3	-0.2
France	8.8	9.0	-0.1	21.3	21.3	-0.8	5.6	5.4	0.6	2.4	3.3	-0.3	45.6	44.3	-0.1	7.7	7.5	0.6	8.8	9.2	0.1
Grèce	10.0	10.7	0.1	21.5	20.8	-3.3	8.3	10.3	5.5	4.3	4.6	-1.9	39.2	39.7	-5.7	3.5	2.8	0.2	13.2	11.1	5.1
Hongrie	18.0	17.0	-1.0	21.8	21.2	-0.9	2.6	3.8	0.1	4.7	5.8	-0.2	25.1	24.4	-1.1	8.1	8.0	1.1	19.7	19.9	1.9
Irlande	15.4	16.6	0.8	25.2	26.9	-2.3	6.8	3.1	4.6	3.1	3.0	-2.2	35.3	34.6	-0.3	4.5	4.8	0.7	9.8	11.1	-1.3
Islande	20.9	21.3	-0.4	31.6	31.7	-1.2	3.2	3.2	0.5	7.6	10.0	-2.3	22.5	19.9	2.1	4.3	3.9	0.4	9.9	9.9	0.8
Israël	16.4	..	-0.8	23.8	..	-2.2	7.5	..	5.1	6.8	..	1.5	23.8	..	0.2	11.3	..	-0.8	10.4	..	-3.1
Italie	10.8	10.6	-0.9	17.3	17.3	-2.6	3.4	4.6	0.2	6.2	7.7	-0.7	43.5	42.2	-3.2	4.6	4.2	0.0	14.3	13.4	7.2
Japon	10.3	..	0.6	12.2	..	-1.6	1.5	..	0.1	3.4	..	-0.6	50.1	..	-4.6	10.5	..	6.6	12.0	..	-0.6
Lettonie	13.7	15.7	-2.8	26.2	26.2	-2.0	6.1	3.9	3.7	1.1	1.2	-0.7	34.3	31.4	2.3	6.2	7.7	0.2	12.4	14.0	-0.7
Lituanie	11.5	11.7	-1.1	28.6	27.8	-0.6	4.2	4.8	3.1	1.2	1.0	-1.3	40.0	38.8	0.1	4.8	5.6	0.1	9.8	10.3	-0.2
Luxembourg	9.8	10.0	-0.1	23.7	23.5	0.2	2.3	2.8	-0.2	0.4	0.4	-0.4	42.6	42.9	-0.2	8.1	8.4	-0.2	13.0	12.0	0.9
Mexique	10.7	..	-0.9	29.7	..	-0.6	1.2	..	-0.2	8.3	..	-2.0	11.4	..	0.7	24.0	..	-1.9	14.8	..	4.9
Norvège	15.3	15.6	0.5	28.8	28.4	-0.9	4.3	5.3	0.7	0.5	1.1	-0.5	33.4	32.3	0.7	6.3	5.9	0.4	11.3	11.5	-0.9
Nouvelle-Zélande	16.5	..	1.0	20.9	..	-1.6	7.1	..	3.3	3.0	..	-0.2	33.8	..	-1.4	5.3	..	-0.2	13.3	..	-0.9
Pays-Bas	13.9	14.4	-0.3	18.4	19.0	-1.2	7.8	4.2	5.0	1.2	1.2	-0.6	46.3	46.3	-3.1	3.9	6.0	0.1	8.5	8.9	0.1
Pologne	13.4	14.4	-0.2	23.6	22.4	-1.0	2.7	2.0	1.4	2.5	3.6	-0.8	40.8	39.2	-0.4	5.3	5.4	0.5	11.6	13.0	0.4
Portugal	12.1	12.6	0.0	24.4	24.1	-1.1	4.2	2.4	3.2	5.0	4.4	-1.9	40.6	41.7	-2.1	5.7	5.9	0.6	8.0	8.9	1.3
République slovaque	12.5	14.1	-0.8	24.8	25.1	-0.5	3.0	2.6	0.6	2.4	2.4	-0.6	40.2	42.4	-0.9	9.1	4.7	4.3	7.9	8.7	-2.1
République tchèque	12.5	12.9	-1.8	23.8	22.8	-0.4	7.1	5.1	1.7	1.6	2.6	-0.1	38.0	38.5	0.7	5.2	5.5	0.4	11.9	12.5	-0.5
Royaume-Uni	19.8	19.0	0.6	21.1	20.9	-1.1	6.6	3.4	4.1	5.8	9.3	0.5	33.9	33.8	-2.6	3.3	4.1	-1.3	9.5	9.4	-0.2
Slovénie	13.1	13.7	-0.8	25.6	24.0	-0.4	4.9	2.8	2.7	2.5	2.4	-1.4	37.2	39.4	-2.7	6.3	4.9	2.1	10.4	12.8	0.4
Suède	16.0	16.5	0.1	25.2	24.6	-0.4	4.3	3.3	1.0	0.8	1.4	-0.4	31.4	30.8	-0.7	12.1	12.3	0.7	10.2	11.1	-0.2
Suisse	13.5	..	-0.9	20.8	..	-1.3	10.9	..	1.4	0.7	..	-0.2	35.0	..	1.7	7.2	..	-0.1	11.9	..	-0.5
Türkiye	12.7	..	-1.1	24.1	..	-0.5	6.3	..	1.5	8.6	..	1.4	34.9	..	-0.2	2.4	..	-0.7	10.9	..	-0.5
<b>OCDE</b>	13.5	..	-0.7	20.1	..	-2.3	4.6	..	2.3	5.2	..	-1.1	41.5	..	0.9	5.3	..	0.6	9.8	..	0.1
<b>OCDE-UE</b>	11.8	12.0	-0.2	20.3	20.2	-1.5	5.1	4.3	2.0	2.8	3.4	-0.7	44.3	43.7	-1.6	5.7	5.9	0.3	10.1	10.4	1.6
Brésil	7.3	..	-0.7	19.2	..	-1.1	0.3	..	-0.1	8.3	..	-3.2	45.6	..	4.8	16.3	..	0.1	3.0	..	0.1
Bulgarie	12.4	12.9	-0.1	26.7	24.2	-0.8	9.0	12.2	2.4	1.2	1.1	-0.4	34.0	36.1	-1.1	9.3	4.8	5.1	7.4	8.6	-5.1
Croatie	16.9	17.3	-0.5	25.4	25.1	0.3	5.4	5.0	2.2	3.2	3.1	-1.6	31.3	31.5	-1.2	4.9	4.5	0.7	13.0	13.4	0.2
Indonésie	17.6	..	-1.8	22.7	..	-2.4	3.9	..	9.7	8.2	..	-0.2	4.2	..	2.8	23.8	..	-1.3	19.6	..	-6.7
Roumanie	15.2	14.5	-0.3	27.8	24.9	-3.5	1.3	3.0	0.3	2.8	3.0	0.1	33.1	33.7	0.3	5.7	4.9	1.7	14.0	16.0	1.3

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Pour l'Australie, les données sont tirées à la fois des statistiques sur les comptes nationaux et des statistiques sur les finances publiques fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink  <https://stat.link/3iuv1q>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2023**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/3d5c5d31-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2023), « Ventilation des dépenses des administrations publiques par opération économique », dans *Government at a Glance 2023*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/700d993c-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.